

## Quelle Europe voulons-nous ?

### Le peuple irlandais s'est prononcé.

A 53,4 % , il vient de dire non au Traité de Lisbonne.

Ce vote montre le gouffre qui sépare les politiciens et les élites d'Europe des opinions des peuples. Comme en France et aux Pays-Bas, les dirigeants politiques et l'establishment ont tout fait pour passer en force. Et ils ont échoué.

### Pourquoi les peuples résistent-ils ?

Samir Amin, égyptien, membre du Conseil international du Forum social mondial et président du Forum mondial des alternatives, nous souffle la réponse. Selon lui, la construction européenne souffre d'un péché originel.

*« Elle a été construite pour opérer un transfert systématique et total des pouvoirs des Parlements élus à des bureaucraties / technocraties d'experts prétendus indépendants ».*

*« Les Institutions européennes sont organisées de manière à rendre impossible toute évolution qui restituerait aux peuples européens, ou même au peuple européen s'il existait - ce qui n'est pas le cas - un pouvoir de contrôle réel sur les décisions de Bruxelles ».*

*( Utopie Critique n° 44, 2<sup>ème</sup> semestre 2008)*

### Et maintenant, que faire ?

Travailler à la mise en place d'une « **coopération renforcée** » entre les pays d'Europe qui accepteront de promouvoir la coopération entre les Etats et les peuples, en lieu et place du dumping social et fiscal, et qui accepteront au minimum :

- une harmonisation sociale et fiscale par le haut (SMIC, impôts, indemnisation chômage, droits des travailleurs, protection sociale, etc.).
- un libre échange basé sur le droit pour chaque pays à l'équilibre de sa balance commerciale.

**Les peuples d'Europe doivent désormais tenir un rôle déterminant pour décider de leur avenir commun.**

## Bonnes nouvelles

**L'étiquetage du CO2 sur les produits alimentaires sera obligatoire le 1<sup>er</sup> janvier 2011.** Une expérience est en cours dans des magasins de Templeuve et Watrelos (Nord). Le kilo de miel en pot de verre génère 1,2 kg de CO2 ; en pot de plastique, on descend à 0,83 kg de CO2. Les pommes venant de Chine, 0,82 kg de CO2, la golden française, 0,24 kg de CO2... Ce bilan de CO2 va de l'extraction des matières premières au traitement des déchets. En France, l'alimentation représente 30 % du CO2 émis, en incluant transport et emballage. Une quiche lorraine fabriquée chez soi pèse 30 % de CO2 de moins que celle emballée dans les rayons. (*Le Monde*, 8-9 juin).

**Droit opposable au logement.** La mère mal logée qui avait la première obtenu l'annulation d'une décision préfectorale lui refusant un logement prioritaire (CMM n°55) a bénéficié d'un réexamen favorable de sa demande par la commission de médiation. (*Le Monde*, 8-9 juin).

## Justice et mémoire

Une centaine d'anciens tortionnaires de la dictature chilienne (1973-1990) ont été arrêtés. Leurs victimes, 119 opposants, ont été assassinées en juillet 1975 après avoir été torturées. Parmi les tortionnaires, figure l'ancien chef de la Dina, le général Manuel Contreras (*Le Monde*, 29 mai).

## La fin du pétrole

**Le baril à plus de 139 \$** le 6 juin, le 17 juin... En dollars constants (corrigés de l'inflation), on a dépassé le pic du deuxième choc pétrolier de 1980. La différence, c'est qu'alors, la production était en constante augmentation, tandis que maintenant les gisements sont en voie d'épuisement. Parler de « bulle » ou de « flambée », et donc laisser entendre que les prix vont à nouveau chuter, c'est entretenir des illusions, aux conséquences dévastatrices.

Mais en fait, **l'essence est moins chère qu'il y a trente ans !** ... si on la mesure non plus en monnaie, mais en heures de travail. Une heure de travail au smic horaire permettait d'acheter 3 litres d'essence en 1974... et 4,5 litres aujourd'hui !

Cependant, il était possible d'acheter, avec une heure de SMIC horaire, 5,2 litres d'essence en 1995, et 5,1 litres en 2001.

Comme le dit M. Jancovici : « Je dois travailler dix fois moins longtemps que mes grands parents pour me payer un kWh d'électricité. Mais à l'avenir, l'énergie a toutes les chances de devenir chère pour de bon ». (*Le Monde*, 5 juin).

**Le prix du pétrole a beau augmenter, la demande ne faiblit pas.** « Aujourd'hui, le pétrole est de plus en plus concentré sur les transports et il n'y a pas encore d'alternative massive aux carburants d'origine pétrolière. En outre, les taxes (dans les pays riches) et les subventions (dans les pays pauvres et les pays producteurs) jouent un rôle d'amortisseurs. Quand le prix du baril double, la hausse des prix à la pompe est de 20 % et la demande mondiale ne recule que de 3%. (*Le Monde*, 5 juin).

**Aux Etats-Unis, transports aériens et automobile sont frappés par la crise.** American Airlines réduit de 12 % sa capacité de vol. Le recul des ventes automobiles devrait atteindre 7 % en 2008. Les ventes de produits à base de pétrole, comme les pesticides et les engrais, sont en baisse. Le nombre de miles parcourus en voiture a diminué de 4,3 % en un an. La vente des 4X4 a chuté de 13 % depuis le début de l'année.

Le coût de la guerre américaine en Irak est estimé à 400 millions de dollars par jour. Le surcoût du pétrole importé est presque quatre fois supérieur : 1,5 milliard par jour par rapport à 2007. (*Le Monde*, 28, 29 mai).

**Yves Cochet : « La mondialisation dans laquelle nous vivons ira en se rétractant.** Certaines productions locales commencent à redevenir compétitives face aux importations. Il n'est pas utopique de penser que des savoir-faire quasi éteints, comme le textile français, puissent être revitalisés d'ici peu ! La tendance qui se dessine, c'est la conquête de l'autosuffisance alimentaire et énergétique régionale » (*Politis*, 5 juin).

**Nicolas Hulot** (à propos des professions qui manifestent pour obtenir une baisse du prix des carburants) : « aujourd'hui, le politique réagit toujours dans l'urgence. En pleine crise, on distribue de l'argent à tout le monde, on baisse les taxes, mais dans six mois, on devra recommencer. Si nous continuons dans cette voie, les conséquences sociales seront extrêmement lourdes. Pour nous préparer aux chocs futurs, nous aurons besoin de **planification**. Il faut un plan Marshall européen pour aider à la reconversion dans certaines professions ».

(A propos d'une taxe climat -énergie) « Donner un prix au carbone, pour orienter les investissements des entreprises et des consommateurs, est le seul moyen de préparer l'envolée future du coût de l'énergie, qui est inéluctable. » (*Le Monde*, 12 juin).

**Yves Cochet** : « Je soutiens que les **deux grands chantiers** créateurs d'emplois par centaines de milliers, face à la déflagration sociale qui se prépare dans plusieurs secteurs, c'est la **rénovation thermique des bâtiments** et le renouveau d'une **agriculture locale**, diversifiée, respectueuse de l'environnement, se substituant aux grandes monocultures industrielles, destructrices d'emplois et de ressources naturelles. Les bénéfices se verront aussi dans l'allègement des importations pétrolières et gazières de la France, qui atteignent 50 milliards d'euros par an » (*Politis, 5 juin*).

**Le parc immobilier constitue un des deux plus grands gisements d'économie d'énergie, avec le transport.** De très nombreux logements sont en effet mal isolés, ce qui induit une importante déperdition de chaleur. Ce phénomène est bien mis en évidence par la thermographie aérienne, de plus en plus utilisée par les communes françaises, comme à Reims, Bordeaux ou Dunkerque. Un hélicoptère équipé d'une caméra infra-rouge survole le lieu étudié. Les informations recueillies sont traduites par un code couleur, reportées sur un plan de la ville, et ensuite diffusées par la municipalité : les habitants peuvent apprendre si leur maison ou leur immeuble est bien ou mal isolé, et bénéficient, le cas échéant, des aides publiques à l'isolation. (*Le Monde, 12 juin*). Et à Montrouge ?

## Monde

**Sommet de la FAO (Rome, 3 juin).** Ndigou Fall, Sénégalais et président du Réseau des organisations paysannes de producteurs d'Afrique de l'Ouest : « nous sommes demandeurs de protection. On entend toujours le même discours type, il faut voir avancer le cycle de Doha [*le secrétaire général de l'ONU, Ban-Ki-Moon, plaide en effet pour un accord sur la libéralisation des échanges dans le cadre de l'OMC- cycle de Doha*]. Mais c'est ainsi qu'on peut aggraver la crise. L'ouverture abusive de nos marchés s'est accompagnée d'une perte d'intérêt des petits producteurs pour l'agriculture. Nos dirigeants africains ont accepté naïvement cette ouverture et se sont détournés de l'agriculture vivrière. Ils ont mis l'accent sur les cultures d'exportation et non sur la première mission de notre métier, nourrir la population. Les occidentaux sont aussi responsables, puisqu'ils ont imposé cette libéralisation dans le cadre du FMI et de la Banque mondiale ». (*Le Monde, 5 juin*).

## Chine

**244 milliards de dollars**, c'est le chiffre d'affaires des six opérateurs téléphoniques chinois. (*Le Monde, 10 juin*).

## Brésil

**La déforestation s'accélère en Amazonie.** 9 495 km<sup>2</sup> ont été détruits en un an. Pourquoi ? Expansion du soja et du cheptel. Et l'expansion de la canne à sucre, base de l'agrocarburant brésilien, repousse le soja et les zones d'embouche vers la végétation tropicale. (*Le Monde, 6 juin*).

## Etats-Unis

### Un record d'inégalités, remontant à 1928, vient d'être battu !

Un économiste de Berkeley (Californie) a suivi, depuis 1917, la part du revenu de l'ensemble des ménages américains qui revient aux 10 % les plus riches. Le graphique qui montre l'évolution de ce ratio au fil des années est très éclairant. On distingue clairement plusieurs périodes :

De 1917 à 1928, la part de gâteau qui revient aux 10 % les plus riches grimpe de 40 % à 49 % . Un déclin modeste commence ensuite, suivi par un plongeon pendant la guerre, où cette part chute à 33-34 %.

Ce niveau assez bas reste de mise ensuite, de 1945 à la fin des années 1970 [*les « 30 glorieuses »*] .

A partir de 1981-1982, un retournement de tendance survient puis s'accélère. Après 25 ans de progression forte et continue des inégalités, l'année 2006, dernière année pour laquelle on dispose de données, enregistre un record historique : les 10 % les plus riches dépassent leur performance de 1928 et, pour la première fois, ils accaparent la moitié du revenu des ménages.

Si on s'intéresse aux 1% les plus riches, à eux seuls, ils s'octroient près du quart (23 %) du total du revenu des ménages !...

(*Jean Gadrey, Politis, 12 juin, qui remarque que l'évolution des inégalités en France, si elle est moins catastrophique, suit une tendance semblable*).

## France

### Les dix dossiers noirs du gouvernement (*Le Monde diplomatique, juin 2008*)

- **pouvoir d'achat en berne.** En un an la hausse du SMIC a été limitée à 2,3 % , alors que l'inflation a grimpé de 3,3 % sur un an (dont 0,5 % pour le seul mois de mai).

- **les supermarchés à la rescousse.** Sous couvert de favoriser la concurrence entre grands groupes, la « loi de modernisation de l'économie » est en fait un cadeau offert aux dirigeants des hypermarchés. A l'heure du Grenelle de l'environnement, le développement d'un commerce de centre-ville semblait pourtant s'imposer...

- **chômeurs sous pression.** Toute personne refusant deux offres d'emploi « raisonnables » se verra pénalisée. Le « raisonnable » serait donc d'accepter, au bout de six mois, un emploi rémunéré à 85 % de son salaire antérieur, même s'il se situe à une heure, en transport en commun, de son domicile ; et, après un an de chômage, un salaire égal à l'indemnité (soit 57,4 % en moyenne du salaire antérieur).

« Tout se passe comme si », analyse Carole Tuchziner (*Le Monde*, 10 juin), « lorsque le rapport de force devient trop favorable aux demandeurs d'emploi, les employeurs tentaient d'augmenter le volant de main-d'œuvre disponible ».

« Le but », commente Jacques Freyssinet, économiste (*Le Monde*, 27 mai), est d'« obliger les chômeurs à prendre les *bad jobs*, les emplois précaires, mal payés, avec des conditions de travail difficiles ».

Et Guillaume Duval ajoute (*Alternatives économiques*, juin) : « Toute la politique de l'emploi de Nicolas Sarkozy repose sur un postulat : avec le départ en retraite des baby-boomers, le chômage va se résorber tout seul. Il faut même désormais forcer ceux qui vivent d'allocations à revenir sur le marché du travail et allonger le temps de travail de ceux qui ont déjà un emploi pour limiter les pénuries de main-d'œuvre qui ne vont pas manquer de se manifester. Or, **ce diagnostic est erroné** et on commence déjà à le vérifier. Les créations d'emploi ont été 3 fois moins nombreuses au 1<sup>er</sup> trimestre 2008 qu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2007. En enterrant prématurément la lutte contre le chômage, le gouvernement est en train de réussir l'exploit de le faire repartir... ».

- **droits sociaux contre salaire.** Les salariés peuvent « racheter » les jours de RTT et une partie des congés payés. Ou travailler le dimanche. Bien souvent, ces journées travaillées hors norme représentent un petit supplément pour les bas salaires. La défiscalisation des heures supplémentaires et le non-paiement des cotisations sociales sont dans le même esprit. Mais l'annualisation du temps de travail (qui permet d'effectuer 48 heures de travail certaines semaines sans rétribution supplémentaire et douze heures d'autres semaines) n'est pas remise en cause. D'autre part, pour qu'il y ait heures supplémentaires, il faut qu'il y ait activités supplémentaires...

- **les riches empochent.** Grâce au célèbre « paquet fiscal », les plus riches des plus riches touchent le jackpot : 16 000 contribuables bénéficieront de 87 % des mesures de défiscalisation : 4,7 milliards en année pleine...

- **les pauvres paient.** Pour que les allocataires du RMI ne soient pas dissuadés de reprendre un emploi, un revenu de solidarité active est instauré. Mais où prendre l'argent ? En taxant les bénéficiaires exceptionnels liés aux placements financiers ? En instaurant des cotisations sur les revenus issus de l'intéressement et les stock-options ? Non ! En faisant payer les bénéficiaires de la prime pour l'emploi, c'est-à-dire ceux qui disposent d'un revenu fiscal de 1354 euros par mois au maximum pour un célibataire... ! 2,5 millions de salariés modestes sont ainsi menacés (*Le Monde*, 27 mai).

- **toujours moins d'Etat.** Suppression de 23 000 emplois dans la fonction publique en 2008. Dont près de la moitié concerneront l'enseignement.

- **démantèlement du droit du travail.** Une « recodification », censée être à droits constants, qui élargit en fait la déréglementation. Une soi-disant « flexsécurité », à la façon du pâté d'alouette (un cheval de flexibilité, une alouette de sécurité) : des périodes d'essai allongées d'un mois ; un nouveau type de contrat à durée déterminée ; la rupture soi-disant « à l'amiable » d'un CDI qui devient possible, la loi considérant que l'employeur et l'employé sont sur un pied d'égalité (seule concession : la rupture doit être approuvée par la direction départementale du travail)...

- **immigrés, tests ADN, quotas.** Une politique de l'immigration inspirée du Front national. Ce qui conduit les policiers à traquer les enfants dans les écoles, et des immigrés apeurés à se donner la mort.

- **une justice plus loin du peuple.** 178 tribunaux d'instance (sur 473) supprimés, de même que 63 conseils des prud'hommes (sur 271), et 23 tribunaux de grande instance (sur 181). La loi permet désormais de garder dans des centres fermés les auteurs de crime pédophiles, au-delà de la peine de 15 ans ou plus effectuée, s'ils présentent des risques élevés de récidive. Ainsi est créée une peine de détention arbitraire à vie, alors que les moyens de traitement et de réinsertion sont réduits à la portion congrue.

- **sans oublier l'allongement à 41 ans de la durée de cotisation** pour pouvoir toucher la retraite à taux plein, alors que déjà quatre salariés sur dix partent avec une pension amputée ...

## **Et pendant ce temps là ...**

### **Les « parachutes dorés » ont de beaux jours devant eux.**

Pour ces indemnités promises aux dirigeants d'entreprise pour leur départ, sous condition de performance, la transparence progresse mais n'incite cependant pas à la modération : 6 millions d'euros chacun pour les DG

d'Accor et d'Alcatel-Lucent ; de 4,6 à 5,8 pour celui de Carrefour ; de 2,8 à 5,6 pour le PDG d'Air Liquide ; 5,4 pour le DG de Total ; 5 pour le PDG de Danone... (*Le Monde*, 1<sup>er</sup>-2 juin).

### Les « niches fiscales » explosent.

Il s'agit de ces dispositifs qui permettent des réductions d'impôts (pour investissement productif outre-mer, pour le logement outre-mer, pour l'emploi d'un salarié à domicile, ...). Leur coût était de 50 milliards d'euros en 2003 et devrait atteindre **73 milliards** cette année. Une mission d'information parlementaire présidée par Didier Migaud demande au gouvernement qu'elles soient plafonnées et encadrées. 150 très hauts revenus échappent ainsi à l'impôt, ou même obtiennent une restitution de l'Etat !

Parmi les 100 contribuables les plus riches en termes de revenu, plusieurs se sont vu rembourser en moyenne 230 € alors que leur revenu fiscal de référence dépassait, en moyenne, les 11,9 millions ! (*Le Monde*, 6 juin).

### Un Munich pédagogique.

Dans la complicité générale, Xavier Darcos propose de **supprimer deux heures de classe à l'école**. Comment peut-on apprendre plus en travaillant moins ?

Selon le ministre, nous restons « bien au-dessus de la moyenne des pays qui obtiennent de bonnes performances ». Mais s'ils réussissent, c'est parce qu'ils répartissent les heures de classe dans toute la semaine. 24 heures sur 6 jours sont beaucoup plus efficaces que sur 4 : tout le monde le sait. Du professeur Debré au docteur Hubert Montagner, les médecins ont répété que six heures de classe pour des enfants de moins de huit ans, c'est trop pour être efficace.

Les parents d'élèves ? Trop contents de disposer du **samedi matin**, ils se sont bornés à des protestations de principe. Mais on pouvait leur donner cette matinée en prenant celle du mercredi.

Les enseignants ? Les institutrices sont les premières inquiètes. Elles mesurent plus que quiconque l'impossibilité de faire plus avec moins et elles savent qu'on les rendra responsables, demain, des échecs de l'école. Mais comment refuser un cadeau pareil ?

Les parents informés des classes moyennes et supérieures sauront compenser, par des recours divers et payants, mais fiscalement avantageux, les **insuffisances organisées de l'école publique**. Les milieux populaires, eux, feront demain les frais de cette amputation. (*Antoine Prost, Le Monde*, 29 mai).

### La fin d'une formation spécifique pour les enseignants.

Tête-à-Claques a annoncé, le 27 mai, qu'à partir de 2010, les enseignants seront recrutés au niveau bac +5 (master). Rappelons qu'actuellement, même si de plus en plus de candidats sont déjà à bac +4 ou au-dessus, il suffit d'être titulaire d'une licence pour s'inscrire à un concours d'enseignement.

Les candidats pourraient se présenter aux concours d'enseignement pendant leur année de master, et, une fois reçus, ils seraient directement affectés à un poste. Alors qu'aujourd'hui, après une première année d'IUFM (Institut Universitaire de Formation des Maîtres) consacrée à la préparation du concours, le candidat est appelé à suivre une seconde année de formation en qualité de fonctionnaire stagiaire, donc rémunéré par l'Etat. Cette deuxième année d'IUFM, qui est celle de la « professionnalisation », disparaîtrait. A la place, le nouvel enseignant serait accompagné par des tuteurs, enseignants aguerris, selon le principe du compagnonnage.

Cette « réforme », vendue aux enseignants comme une revalorisation de leur métier, est en réalité d'abord destinée à faire des économies (sur les salaires des stagiaires). (*Le Monde*, 29 mai, 10 juin).

*Et elle traduit surtout une conception complètement rétrograde de la fonction d'enseignant, conçu comme essentiellement réservoir du savoir, chargé de le transvaser dans les crânes disponibles des élèves. Mais est-ce bien ainsi que cela fonctionne ? Et quid de l'éveil à la curiosité, à l'esprit critique, à la citoyenneté ? C'est la professionnalisation du métier d'enseignant qui est en cause.*

### Courrier des lecteurs

**M.B.** J'ai lu avec grand intérêt ton dernier numéro. Bravo en particulier pour ta position vis à vis du prix du pétrole. On sait qu'il faut diminuer notre consommation en raison de l'effet de serre. On sait que la demande de pétrole excédera de plus en plus l'offre et donc que l'augmentation des prix est inéluctable. Alors que fera-t-on lorsque l'on aura supprimé la TIPP à force de subventions, dérogations et autres facilités à court terme? Quand on sait que la TIPP est une part importante des revenus de l'Etat...

Bref on est en pleine incohérence, faute de courage et d'anticipation. Mais qui nous entendra?

**JCM** J'ai l'impression que M. X répond à ma petite annonce... Pas mal !

Il a toutes les chances s'il sait rassembler toute la gauche, dis-tu... Certainement oui, à condition que le concept de "gauche" soit suffisamment bien défini pour qu'on puisse simplement compter ceux qui s'y rallient. Or c'est bien là où le bât blesse. [*Olivier Besancenot est clair là-dessus, en visant "ceux qui vivent de leur travail". C'est en effet tous ceux -là, qui ont vocation à être de gauche. Mais entre l'intérêt objectif et l'image qu'on en a, il y a un gouffre. JPAJ.*]

Aujourd'hui le PS se bat pour savoir si le terme "libéralisme social" a du sens, ou est un oxymore. Plus concrètement : tu dis : "la main invisible est le problème" ; je dis quant à moi, le problème est de croire (ou faire semblant de croire) que "la main invisible est la solution de tous les problèmes".

Si la "main invisible" est la source de nos problèmes, c'est bien dramatique car on n'est pas près de s'en sortir. C'est comme si on disait : la source de nos problèmes est le second principe de Carnot qui interdit le mouvement perpétuel. Je ne dis pas que "la main invisible" est un principe aussi incontournable que celui de Carnot, mais il est suffisamment général pour que ce soit une folie de vouloir l'éradiquer. Les principes de l'économie s'appliquent même chez les animaux, et jusqu'aux microbes (l'économie n'est qu'un sous-chapitre de l'écologie). Les "talibans" de droite disent : "la main invisible est la suprême providence", les "talibans" de gauche disent : "la main invisible est l'incarnation du diable". On n'est pas obligé de prendre partie pour l'une ou l'autre de ces billevesées. *[On est d'accord. Je crois que personne ne prétend à la suppression complète du marché. Et rares sont les ultra-libéraux qui ne croient pas à la nécessité d'une certaine régulation.*

*Mais les mots ont un poids. Et de ce point de vue, le propos de Delanoë (non cité mais clairement visé) , se réclamant du libéralisme (en jouant sur l'ambiguïté du mot, et en défendant le libéralisme politique -la question des moeurs, etc - mais aussi le libéralisme économique, est mal venu. Alors que de plus en plus de voix, y compris chez les libéraux, réclament plus de régulation. C'est bien ce message sur lequel il faut insister. JPA]*

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.